

La politique du pétrole saoudien : Une hypothèse de travail (Note)

Thierry Hentsch et Modjtaba Sadria

Volume 13, numéro 4, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701424ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701424ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Hentsch, T. & Sadria, M. (1982). La politique du pétrole saoudien : Une hypothèse de travail (Note). *Études internationales*, 13(4), 691–702.
<https://doi.org/10.7202/701424ar>

NOTE

LA POLITIQUE DU PÉTROLE SAOUDIEN: UNE HYPOTHÈSE DE TRAVAIL

Thierry HENTSCH et Modjtaba SADRIA*

I - L'ÉTAT DE LA QUESTION

Tout ce qui touche à l'Arabie Saoudite, aujourd'hui, dégage une forte odeur de pétrole, et tous les phénomènes pétroliers incluent quelque part dans leurs équations le facteur saoudien. Nul ne conteste le rôle clé que joue Ryiad au Proche-Orient ni l'importance du royaume dans la stratégie américaine à l'égard de cette région, depuis surtout l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en Iran. Importance économique et politique, à laquelle on serait bien aise à Washington de voir s'ajouter une dimension militaire correspondante. Car l'avenir du régime saoudien suscite évidemment des craintes proportionnelles à l'enjeu que représente le pays qu'il dirige. Craintes quant à la solidité de ce régime et, plus récemment, suite à la défaite irakienne en Iran, quant à la capacité du royaume de résister à d'éventuelles pressions extérieures dans la région du golfe arabo-persique.

Pourtant, même si le poids de l'Arabie Saoudite n'a cessé de croître depuis le début des années soixante, même si chacun est prêt à lui reconnaître un rôle prépondérant au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP),¹ les tenants et aboutissants de la politique pétrolière de ce pays réputé difficile d'accès demeurent relativement peu étudiés.

C'est avec la crise d'octobre 1973 que l'opinion publique occidentale a brusquement pris conscience de l'ascension saoudienne; c'est-à-dire à travers le prisme déformant d'un événement spectaculaire qui a laissé bien des phénomènes dans l'ombre. La quatrième guerre israélo-arabe puis l'embargo pétrolier ont beaucoup contribué à brouiller la véritable signification des changements intervenus, depuis 1970 déjà, dans le monde du pétrole; date où commence à s'élaborer, sous l'impulsion de la Lybie et de l'Algérie, une première stratégie efficace des pays producteurs face aux compagnies pétrolières. C'est pourtant l'Arabie Saoudite que l'embargo propulse sur le devant de la scène internationale, du moment que ce moyen de pression aurait perdu beaucoup de sa crédibilité sans la participation saoudienne. Et c'est cette dernière qui prend par surprise une opinion publique aussi mal informée des sociétés proche-orientales que des mécanismes de fixation des quotas de production et du prix des différents « bruts » en provenance de la région. Il fallait donc expliquer ce brusque tournant, dire pourquoi, entre autres, ce sage et discret allié de l'Occident exhibait soudain contre celui-ci l'« arme » du pétrole, et de se mettre un peu partout en Europe et en Amérique à l'étude de cette nouvelle « pétro-puissance »².

* Respectivement professeur et étudiant au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

1. Voir T.H. NGUYEN, « La stabilité de l'O.P.E.P. », *Études Internationales*, vol. X, no 3, septembre 1979.

2. L'expression est utilisée par B. KORANY, « Pétro-puissance et système mondial: le cas de l'Arabie Saoudite », *Études Internationales*, vol. X, no 4, décembre 1979.

Revue Études internationales, volume XIII, n° 4, décembre 1982.

En effet, sur la centaine d'études (en anglais et en français) que nous avons recensée et qui sont consacrées à l'Arabie Saoudite depuis le début des années cinquante, près de la moitié datent d'après 1973, et moins d'une vingtaine sont antérieures à 1970. Ainsi, l'intérêt « scientifique » pour le royaume saoudien s'éveille vers 1970, alors que le monde du pétrole commence à subir des changements significatifs pour s'accélérer à partir de 1973. La même évolution est encore plus frappante en ce qui concerne les questions pétrolières: on assiste dès 1973 à une prolifération sans précédent de la littérature sur des problèmes pourtant déjà largement étudiés au cours des décennies antérieures. C'est que la donne des cartes pétrolières paraît radicalement modifiée à partir du seuil quasi psychologique de la crise d'octobre 73; en fait, encore une fois, dès 1970 avec la remise en cause par la Lybie des concessions et du système de prix existants³.

Aujourd'hui, la littérature sur l'économie du pétrole, sur l'Arabie Saoudite, sur le Proche-Orient ne manque donc pas. Une investigation bibliographique préliminaire nous a montré qu'il existe au bas mot un millier de titres (ouvrages et articles) relatifs à ces domaines⁴. On trouve de nombreuses études, en particulier, sur le poids économique des principaux exportateurs de pétrole, sur l'OPEP, sur l'histoire et le rôle des grandes compagnies pétrolières⁵; ainsi que divers « scénarios » sur l'évolution des besoins et des ressources énergétiques dans le monde⁶. De même, la politique américaine au Proche-Orient est assez bien couverte dans son ensemble. Autant de domaines qui concernent, de plus ou moins loin, la politique du pétrole saoudien. Voyons plus en détail ce qui en est de la littérature qui touche de plus près à cette question.

Sur l'Arabie Saoudite proprement dite, la plupart des travaux existants aborde ce pays comme un système quasi fermé. Ce qui n'a rien d'extraordinaire: l'Arabie Saoudite ne fait que subir le traitement qu'on retrouve bien souvent dans ce type de monographies consacrées à un pays en particulier. Le contexte régional, international, les échanges économiques avec

3. Voir J. STORK, *Middle East Oil and the Energy Crisis*, Monthly Review Press, New York, 1975, p. 156.

4. Précisons qu'il s'agit essentiellement de la littérature existante en anglais et en français et que cette évaluation bibliographique quantitative ne tient pas compte des nombreuses sources de première main disponible sur ces questions.

5. Outre l'ouvrage de Stork cité ci-dessus et sur lequel nous reviendrons, voir par exemple: A. NOUSCHI, *Luttes pétrolières au Proche-Orient*, Paris, Flammarion, 1970; G. STOCKING, *Middle East Oil: A Study in Political and Economic Controversy*, New York, Allen Lane, 1971; M.A. ADELMAN, *The World Petroleum Market*, Baltimore, John Hopkins U.P., 1972; R. SEDILLOT, *Histoire du pétrole*, Paris, Fayard, 1974; P.L. ECKBO, *The Future of World Oil*, Cambridge, M.I.T. Press, 1975; M.S. AL OTAIBA, *OPEC and the Petroleum Industry*, New York, John Wiley, 1975; N. SARKIS, *Le pétrole à l'heure arabe*, Paris, Stock, 1975; A. AYOUB, *Le Nouvel ordre pétrolier*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976; A. SAMPSON, *Les Sept soeurs*, Montréal, Québec-Amérique, 1976; A.K. BHATTA CHARYA, *The Myth of Petropower*, London, Lexington Books, 1977; J.M. BLAIR, *The Control of Oil*, New York, Macmillan, 1977; R. ENGLER, *The Brotherhood of Oil*, Chicago, University of Chicago Press, 1977; F. GHADAR *The Evolution of OPEC Strategy*, London, Lexington Books, 1977; B. SHWADRAN, *Middle East Oil: Issues and Problems*, Cambridge, Harward University Press, 1977; G.Y. AKAN, *Pétrole arabe: une révolution*, Genève, Éditions Arabia, 1977; P.R. ODELL and L. VALLENILLA, *The Pressure of Oil: A Strategy for Economic Revival*, London, Hayer and Row, 1978; A. SAFER, *International Oil Policy*, London, Lexington Books, 1979; A. SID-AHMED, *L'OPEP: passé, présent et perspective*, Paris, Economica, 1980; W.L. KOHL (ed.), *After the Second Oil Crisis*, London, Lexington Books, 1982.

6. Voir par exemple *Energy Global Prospects 1985-2000*, Report for the Workshop on Alternative Energy Strategies, McGraw Hill, New York, 1977; ainsi que les études faites sous les auspices du Club de Rome.

l'extérieur n'en sont pas forcément ignorés pour autant. Mais ces diverses rubriques, dans leur présentation traditionnelle, ne permettent pas vraiment de décroiser les questions qu'elles abordent. La tendance à examiner l'Arabie Saoudite comme un tout compréhensible en lui-même est d'autant plus forte que ce pays demeure difficilement accessible et, de ce fait, donne l'impression d'être particulièrement fermé et replié sur lui-même. Si cela reste vrai de certains aspects de sa vie culturelle, en revanche un simple regard sur l'économie saoudienne suffit pour voir que, dans ce domaine, il en va tout à fait autrement. Pas seulement parce que l'Arabie Saoudite, comme exportateur de pétrole se trouve en constante interaction avec les pays consommateurs industrialisés, mais parce que la manière même dont le gouvernement gère la rente pétrolière, en investissant massivement en Occident, accentue au maximum son imbrication dans l'économie capitaliste mondiale et américaine en particulier⁷.

Malgré cette évidence, on ne consacre guère d'attention aux interactions politiques qui accompagnent presque inévitablement la dépendance (voir l'interdépendance) économique. Et s'il est un domaine par excellence où les deux sphères d'action s'interpénètrent, c'est bien celui du pétrole proche-oriental et plus spécialement saoudien. Personne ne nous contredira sur ce point. Or, paradoxalement, cette interpénétration demeure peu ou mal étudiée.

En effet, la plupart des études qui traitent des questions pétrolières (saoudiennes et autres), le font d'un point de vue essentiellement économique et négligent les aspects politiques de ces questions. Et lorsque ces derniers sont abordés, c'est soit sous un angle très général (l'explication politique reste vague ou, pire, elle est considérée comme acquise), soit d'un point de vue presque exclusivement événementiel. On se borne à raconter, comme en témoignent les narrations plus ou moins spéculatives qu'on a faites sur la crise d'octobre 73. Et là, on tombe facilement dans une interprétation par trop réductionniste des intentions des diverses parties en cause. Par exemple, on lit et on entend fréquemment que l'embargo pétrolier de 1973 a montré que les Arabes étaient résolus à utiliser leurs ressources énergétiques comme une « arme » dans leur conflit avec Israël. Les apparences, il est vrai, semblent donner raison à ceux qui soutiennent cette thèse, et celle-ci contient une part de vérité. Mais ce n'est pas forcément la part la plus importante. En fait, ce qui s'est produit à cette époque est beaucoup plus complexe que cela. La crise d'octobre 1973 ne peut pas plus se ramener à des facteurs conjoncturels qu'à des causes essentiellement économiques. Et l'attitude du gouvernement saoudien demeure incompréhensible en dehors d'une analyse à long terme et en profondeur de ses rapports avec les États-Unis et avec les compagnies pétrolières.

Dans *Middle East Oil and the Energy Crisis*, Joe Stork fournit ce qui nous paraît être à ce jour la macro-analyse la plus juste des rapports saoudo-américains, principalement à l'occasion, au début des années soixante-dix, de la remise en cause du statu quo pétrolier par les producteurs arabes les plus radicaux. Il montre de façon convaincante que le gouvernement saoudien joue sa partie, au sein de l'OPEP, au plus près des intérêts américains, compte tenu du courant nationaliste arabe dont il ne peut ouvertement se dissocier. Ainsi l'apparence « radicale » de certaines prises de position du ministre saoudien du pétrole Yamani lors de la

7. Voir P. VIEILLE, « Pétrole et classe fonctionnelle: le cas de l'Arabie Séoudite », *Peuples Méditerranéens*, no 1, octobre-décembre 1977, p. 189: selon Eric Rouleau, au début de 1977 « les surplus monétaires séoudites, déposés dans les banques américaines sont estimés à 30 milliards de dollars U.S.... Par sa richesse même dont elle n'a pas les moyens d'user, l'Arabie Séoudite se trouve ainsi liée à la bourgeoisie dominante et dépendante d'elle ». Affirmation à la fois vraie et trop absolue, comme on le verra, du moment que rien n'oblige les dirigeants saoudiens à produire autant de pétrole.

guerre de 1973 sert à lui donner l'allure d'un nationaliste arabe bon teint, tandis que son action confirme plutôt les assurances qu'il donnait un an auparavant aux responsables américains: l'arme du pétrole ne serait pas utilisée de façon « négative ».⁸ Et de fait l'Arabie Saoudite usera de tout son poids pour mettre fin le plus tôt possible à l'embargo et pour freiner la hausse des prix du brut. À cette fin, elle ira même jusqu'à menacer de quitter l'OPEP lors de la réunion que tient l'organisation à Vienne le 18 mars 1974.⁹ Stork montre ainsi la voie dans laquelle nous croyons qu'il faille chercher la clé du comportement saoudien. Mais il ne fait qu'indiquer une direction générale, limitation normale dans un ouvrage qui se propose de retracer de façon assez succincte l'histoire politique du pétrole au Proche-Orient du début du siècle à 1974. Les quelques pages que Stork consacre ici et là aux relations saoudo-américaines ne lui permettent pas de descendre dans leurs structures ni de les situer dans leurs perspectives historiques (malgré la dimension historique globale de l'ouvrage). Les facteurs internes proprement saoudiens de la politique pétrolière du gouvernement sont ainsi complètement négligés; de même, lacune moins compréhensible, les relations de ce dernier avec les grandes compagnies demeurent dans l'ombre ou n'apparaissent guère que comme la résultante de l'entente Riyad-Washington.

De façon générale, la réalité de cette entente est aujourd'hui largement perçue. Nombreux sont ceux qui ont dénoncé la « collusion » saoudo-américaine à la suite de la crise de 1973. Mais le terme « collusion » convient mal, en ce qu'il renvoie à une sorte de conspiration secrète et conjoncturelle plutôt qu'à une constante structurelle vérifiable. Il ne suffit pas en effet de se référer à l'« influence » américaine sur l'Arabie Saoudite pour soutenir une thèse de ce genre. Encore faut-il étudier de façon systématique et rigoureuse comment cette influence se manifeste, à travers quels organes décisionnels elle s'exerce. Or, si étrange que cela puisse paraître, il n'existe aucune étude approfondie sur cette question. On n'a guère examiné jusqu'ici la dynamique profonde ni les canaux à travers lesquels se nouent les relations Washington-Riyad, y compris dans les travaux spécifiquement consacrés aux relations saoudo-américaines.¹⁰

Une seule étude à notre connaissance s'intéresse spécifiquement à la question de l'influence américaine dans l'émergence de la nouvelle puissance saoudienne. Mais il s'agit là d'une vision sommaire, presque caricaturale, de cette influence: le pouvoir actuel de l'Arabie Saoudite ne serait qu'un produit *made in USA*,¹¹ conclusion non fondée vu qu'elle

8. J. STORK, *op. cit.*, p. 212.

9. *Ibid.* pp. 242-243.

10. Voir à cet égard: E. NAKHLEH, *The United States and Saudi Arabia*, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1975 (Foreign Affairs Study 26), ouvrage très précieux en raison de l'abondance et de la qualité de ses informations, mais dont les analyses restent limitées par les précautions quasi diplomatiques que prend l'auteur et qui confèrent aux relations saoudo-américaines un caractère un peu trop idyllique. Voir aussi W. POLK, *The United States and the Arab World* (3^e ed.) Harward University Press, 1975 pour un aperçu global de la politique américaine au Proche-Orient et de la place qu'y tient l'Arabie Saoudite; Sheikh R. ALI, *Saudi Arabia and Oil Diplomacy*, Praeger, New York, 1976, pour la défense et l'illustration de la politique étrangère saoudienne et des relations privilégiées du royaume avec les États-Unis; A. RUSTOW, « US-Saudi Relations and the Oil Crisis of the 1980's », *Foreign Affairs*, April 1977, M. CONANT, *The Oil Factor in US Foreign Policy 1980-1990*, Lexington Books, Council on Foreign Relations, 1982 et L. BINDER, « United States Policy in the Middle East: Toward a Pax Saoudiana », *Current History*, January 1982, sur l'importance cruciale de l'Arabie Saoudite dans la stratégie américaine au Proche-Orient.

11. F. GOTTHEIL, « The Manufacture of Saudi Arabian Economic Power » *Middle East Review*, Fall 1978, p. 18: « The simple truth... is that Saudi oil wealth notwithstanding, the power exercised by Saudi Arabia, like almost everything else in the desert kingdom, is manufactured in the United States ».

ne tient aucun compte de l'histoire de la formation saoudienne ni des structures internes propres à la société et à l'État saoudiens. À l'inverse, d'autres travaux sur les relations saoudo-américaines, comme celui de Sheikh Rustum Ali, présentent ces relations comme celles de deux pays qui « ont conservé leur complète indépendance ».¹² À moins que le mot « indépendance » soit pris dans son sens juridique formel, restrictif, ce genre d'affirmation est vide de sens. Elle élude tout simplement la question même qu'elle prétend résoudre. De même, certains auteurs, tel Louis Morano, nous dépeignent les compagnies pétrolières qui participent à l'Aramco comme étant à la merci, voire à la solde, du pouvoir saoudien.¹³ Ce qui n'est, dans l'hypothèse la plus favorable pour Morano, qu'une partie de la vérité.

De façon générale, bien des études sur l'Arabie Saoudite, outre les aspects traditionnels que nous avons déjà mentionnés, sont fondamentalement apologétiques¹⁴ ou simplement descriptives¹⁵; suite à la crise de 1973, se sont mis à fleurir les livres apocalyptiques dus au « choc pétrolier ».¹⁶

Heureusement, le regain d'intérêt subséquent à 1973 envers l'Arabie Saoudite a aussi conduit à des efforts de recherche sectorielle intéressants, relatifs à des aspects particuliers de la vie sociale, économique et politique du royaume, tels que: la structure du clan saoudien¹⁷, la structure de l'État saoudien¹⁸, la relation entre politique intérieure et politique étrangère¹⁹, le rôle de l'Aramco²⁰, le rôle de la rente pétrolière dans la société saoudienne²¹. Études qui nous sont toutes utiles, soit en raison des données factuelles qu'elles contiennent, soit grâce aux éléments théoriques qu'elles fournissent à la problématique du pétrole saoudien. Mais aucune, selon nous, n'aborde cette problématique de front sur le plan politique.

II – VERS UNE PROBLÉMATIQUE DE LA POLITIQUE DU PÉTROLE SAOUDIEN

L'état de la littérature montre donc qu'il est à la fois possible et nécessaire d'élaborer une problématique relative à la politique du pétrole saoudien, du moment que cette politique contribue d'une façon encore mal connue à conditionner la production et les prix du pétrole au niveau mondial.

12. A. ALI, *op. cit.*, p. 86.

13. L. MORANO, « Multinationals and Nation-States: the Case of Aramco », *Orbis*, Summer 1979.

14. G. DEGAURY, *Faisal: King of Saudi Arabia*, New York, Praeger, 1966; A. ASSA, *Miracle dans les sables*, Paris, A. Maisonneuve, 1969; H. EILTS, « Social Revolution in Saudi Arabia » *Parameters: The Journal of the Army War College*, Spring 1971 and Fall 1971;

15. G. DE BOUTELLIER, *L'Arabie Saoudite*, Paris, P.U.F. 1981. R. & D. EL MALLAKH, *Saudi Arabia*, Energy, Developmental Planning, and Industrialisation, Lexington Books, 1982.

16. L. ROCKS, *La Crise de l'énergie*, Paris-Limoges, Lavauzelle, 1976; R. GAGNON, *Le Défi arabe*, Montréal, La Presse, 1978.

17. A.R. KELIDAR « The Problem of Succession in Saudi Arabia », *Asian Affairs*, Vol. 65-66, 1978-1979.

18. G. SALAMEH « Political Power and the Saudi State », *MERIP Reports*, No. 91, October 1980.

19. A. DAWISHA, « Internal Values and External Threats: The Making of Saudi Foreign Policy », *Orbis*, Spring 1979; R. KNAUERHASE, « Saudi Arabia's Foreign and Domestic Policy » *Current History*, January 1981.

20. L. MORANO, article cité.

21. P. VIEILLE, article cité; P. BONNENFANT, « Utilisation des recettes pétrolières et stratégie des groupes sociaux en péninsule arabe », *Maghreb-Machrek*, La Documentation française, no. 82, Oct. Nov. Déc. 1978 et No. 83, Janv. Fév. Mars 1979.

A — Un phénomène pluri-dimensionnel et transnational

Il s'agit bien de la politique *du pétrole saoudien* et non pas simplement de la politique saoudienne du pétrole, quoique à première vue les deux expressions puissent paraître interchangeables. En insistant sur la première des deux, nous voulons marquer d'emblée l'aspect pluri-dimensionnel de notre approche : le processus politique étudié, s'il concerne le *pétrole saoudien*, déborde largement le cadre du pays d'où il est extrait. Il s'agit en effet d'un processus qu'on pourrait aussi qualifier de transnational. D'habitude, le terme « transnational » réfère essentiellement, dans la sphère économique, aux grandes entreprises qui opèrent à l'échelle mondiale ou, du moins, dans plusieurs pays à la fois, transcendant ainsi les frontières nationales dans l'organisation même de leur production ; le domaine des relations internationales, quant à lui demeurant réservé aux relations proprement inter-étatiques. Généralement utile, cette distinction peut devenir trompeuse, notamment eu égard à certaines formes de relations Nord-Sud.

Les relations saoudo-américaines en particulier offrent un exemple aigu de ce type de rapports, qui ne peuvent se comprendre dans le seul cadre des relations inter-étatiques traditionnelles, même si les deux gouvernements concernés entretiennent des contacts mutuels fournis et suivis. Cette particularité provient : 1) de la conjonction et de l'interpénétration exceptionnelles de deux niveaux de rapports également cruciaux pour les deux pays : les plans économique et politique²² ; 2) de la présence dans le tableau d'un troisième pôle, les grandes compagnies pétrolières, dont l'effacement, très relatif, depuis 1973, ne doit pas faire oublier le poids et qui sont motivées par des intérêts ne coïncidant pas nécessairement avec ceux des États-Unis. Adopter une approche pluri-dimensionnelle et transnationale, ce n'est donc pas nier l'importance des relations inter-gouvernementales mais mettre l'accent sur les intérêts de classe susceptibles de les orienter, tout particulièrement du côté saoudien. C'est aussi permettre une plus grande marge d'appréciation quant à l'importance des divers acteurs en jeu en évitant de les enfermer d'emblée dans des schémas traditionnels en l'occurrence plus gênants qu'utiles.

B — Un phénomène politique

En insistant sur l'aspect politique du processus de fixation de la production et du prix du pétrole saoudien, nous ne prétendons pas pouvoir ignorer pour autant le contexte économique plus large dans lequel ce processus s'inscrit nécessairement. Nous voulons seulement mettre l'accent sur un aspect important et relativement négligé d'un phénomène par ailleurs beaucoup étudié : l'évolution de la production et des prix du brut au niveau mondial. Parce qu'il nous semble que les dimensions économiques et écologiques de cette évolution mondiale, si réelle soit-elle, ont contribué à masquer des facteurs politiques dont la portée n'est pas moins grande.

S'il est donc certain que les conditions globales de l'équation énergétique mondiale tracent le cadre dans lequel évolue la politique du pétrole saoudien, ce cadre n'est ni aussi rigide ni aussi prévisible ni, surtout, aussi « extérieur » à la politique des gouvernements et des compagnies que d'aucuns le prétendent. Ne serait-ce qu'en raison du caractère peu fiable des prévisions que l'on tente de faire à l'égard de facteurs aussi lourds de conséquences que : 1) les réserves mondiales d'énergie (pétrole compris) et le calendrier des nouvelles sources

22. E. NAKHLEH, *op. cit.*, pp. 1-3, insiste sur l'importance tant économique politique que stratégique de l'Arabie Saoudite pour les États-Unis.

d'énergie (solaire, nucléaire, éolienne, hydrogène); 2) l'évolution économique et technologique des pays industrialisés et le rythme de l'industrialisation dans les pays du tiers monde. Quant à ces derniers, il est clair que le coût des réserves d'énergie les plus accessibles représente à son tour un facteur non négligeable des possibilités de reprise ou de développement économiques. Quant à l'état et à l'évolution des réserves mondiales, nous sommes ici à la merci de ce que veulent bien laisser filtrer les compagnies qui contrôlent les travaux de prospection. Et l'on sait qu'elles n'hésitent pas, le cas échéant, à jouer en fonction de la conjoncture avec le volume des réserves existantes²³. Les manipulations sur les chiffres font justement partie d'une politique énergétique qui contribue à tordre le « cadre » même de cette politique dans un sens favorable aux intérêts de ceux qui la poursuivent, gouvernements ou compagnies. Sans parler d'autres moyens à la disposition de ces derniers: orientation des recherches²⁴, gel de brevets, etc..

Nous sommes donc constamment en face d'une réalité mouvante ou troublante, qu'on pourrait appeler le Janus du marché pétrolier: d'une part, un marché mondial existe indubitablement; d'autre part, ce marché ne fonctionne qu'exceptionnellement selon ce qu'on a coutume d'appeler sans trop y réfléchir les « lois du marché », du moment que certains pouvoirs sont en mesure d'en conditionner l'exercice. C'est ce qui fait dire à Stork que « historiquement, il n'y a pas eu de marché libre du brut dans l'industrie mondiale du pétrole. En raison de la concentration et de l'intégration auxquelles procèdent les principales firmes, on peut fixer un prix qui a une relation arbitraire avec les coûts »²⁵. Si cette remarque est vraie des compagnies, elle vaut également pour les gouvernements, notamment ceux des pays producteurs, surtout s'ils parviennent à s'organiser sous la forme d'un cartel tel que l'OPEP. Cartel dans lequel le producteur le plus important est en mesure de jouer un rôle prépondérant. C'est dire l'importance pour le marché mondial de la politique que décide de suivre un gros détenteur et un gros producteur comme l'Arabie Saoudite en matière de production et de prix du brut, en matière de contrôle des structures d'exploitation et de distribution, et quant au recyclage de la rente pétrolière. Mais qui en décide, justement? Quel processus décisionnel se cache derrière cette abstraction en apparence si simple, en réalité si complexe: l'Arabie Saoudite?

III – SPÉCIFICITÉ DU PRODUCTEUR SAOUDIEN

La question qui précède est d'autant plus pressante que l'Arabie Saoudite, entendue ici en tant que pays doté d'une superficie et d'une population données, représente un producteur dont la marge de manoeuvre socio-économique apparaît exceptionnellement large par rapport à ses partenaires de l'OPEP. Non seulement elle recèle dans son sous-sol plus du quart des réserves prouvées du monde non communiste (dans la mesure de la fiabilité des chiffres disponibles), mais encore ces gisements sont-ils accessibles à moindres coûts. Qui plus est, le pays, dans son orientation actuelle, n'a pas besoin d'exploiter ses ressources de manière intensive: à preuve, les énormes surplus de capitaux en provenance de la rente pétrolière que le gouvernement saoudien investit à l'étranger²⁶. Bref, parmi tous les grands producteurs de pétrole l'Arabie Saoudite est celui qui subit le moins de contraintes immédiates dans la conduite de sa politique pétrolière.

23. J. STORK, *op. cit.*, pp. 128-129, en donne un exemple éloquent à propos des réserves de gaz naturel aux États-Unis.

24. Voir M. LÖNNROTH, T. JOHANSSON and P. STEEN, *Solar versus Nuclear: Choosing Energy Future*, New York, Pergamon Press, 1980.

25. J. STORK, *op. cit.* p. 64.

26. Voir ci-dessus note 7. et E. NAKHLEH, *op. cit.* p. 9.

Devant cette situation, on ne peut éviter de se demander pourquoi le pays maintient sa production à un niveau si élevé alors même qu'il y a, comme aujourd'hui (juillet 1982), surplus de pétrole sur le marché, et que cette politique tend à y maintenir les prix du brut à la baisse. On pourrait le comprendre si l'État consacrait tous ses revenus au développement, à l'industrialisation, à l'éducation, à la santé du pays. Mais, comme nous le savons, c'est loin d'être le cas. Et il ne s'agit ni d'insouciance ni d'erreur de gestion, mais bel et bien d'une politique délibérée, d'ailleurs sévèrement critiquée par d'autres pays producteurs et qui risque même de miner gravement l'efficacité du cartel des exportateurs, comme en témoigne l'impasse dans laquelle a échoué, le 11 juillet 1982, la dernière conférence de l'OPEP²⁷. On le voit bien, cette énigme ne peut se résoudre à l'examen du seul niveau de l'Arabie Saoudite.

Et on ne l'éclaire guère davantage en l'expliquant sommairement par la nature réactionnaire et corrompue d'un régime vendu à l'impérialisme américain. Quel que soit ses liens avec ce dernier, quel que soit par ailleurs son anti-communisme, réputé irréductible, le gouvernement saoudien n'est pas un simple fantôme de l'Occident. Il a ses objectifs propres, sinon au plan mondial, du moins aux plans interne et régional (arabe). À l'intérieur en effet, le régime saoudien, contrairement à celui du feu Shah en Iran, ne cherche pas l'occidentalisation de la société et ne présente pas la civilisation occidentale en modèle à son peuple, même si ce dernier en subit inévitablement l'influence²⁸. Ainsi, du point de vue de Riyad, l'alliance américaine sert à poursuivre une politique saoudienne pan-arabe, à l'appui de laquelle le régime actuel répugnerait énormément à quérir l'aide soviétique²⁹. Et même si cette politique pan-arabe a récemment essuyé quelques déboires (notamment avec l'échec cuisant du plan Fahd), il ne fait pas de doute que le rôle « modérateur » que l'Arabie Saoudite a joué et continue de jouer dans les rapports de force pétroliers a grandement servi à accroître l'influence saoudienne au sein du monde arabe. Et si Riyad fait le jeu de Washington, c'est pour mieux faire le sien au niveau régional. Partie risquée et même perdue à long terme, dira-t-on. Sans doute. Mais le fait que les dirigeants saoudiens soient engagés dans un marché de dupes avec les États-Unis³⁰, ne signifie pas pour autant qu'il ne *cherchent* pas à atteindre leurs objectifs propres ni qu'ils veuillent ou puissent boire jusqu'à la lie le calice de l'impérialisme américain. Pour autant qu'on croit utile de poser le problème en ces termes.

IV – UN PHÉNOMÈNE HISTORIQUE ET STRUCTUREL

En tout état de cause, en effet, aucun jugement significatif ne peut être porté sur les relations saoudo-américaines hors de la perspective historique qui nous permet de comprendre comment se sont formées et développées les structures décisionnelles à travers lesquelles se fait la politique du pétrole saoudien. Or la mise en place de ces structures est étroitement liée à la formation et au développement de l'État saoudien dans son ensemble.

27. *Le Devoir* du 12 juillet 1982.

28. Ici, le régime fait évidemment face à une contradiction difficile à résoudre : prétentions à l'industrialisation et volonté de maintenir le statu quo politico-social. À cet égard, le recours à la main-d'œuvre étrangère n'offre qu'un palliatif temporaire. Nous ne sommes donc pas aussi optimistes sur cette question que Nakhleh, qui veut nous faire croire que cette contradiction se résoudra sans problème. (E. NAKHLEH, *op. cit.* p. 8).

29. Fait nouveau, le gouvernement saoudien a récemment laissé entendre que, malgré sa répugnance envers le communisme, il pourrait se voir amené à établir des relations diplomatiques avec l'URSS. Ce n'est qu'une question de temps. Mais cette normalisation ne changera guère la politique étrangère de l'Arabie Saoudite, tant que se maintiendra le régime actuel.

30. C'est la thèse soutenue par un auteur anonyme (P.P.) dans le *Monde diplomatique* de mai 1982, p. 19, « Les limites de l'arme pétrolière ».

Dès sa renaissance au début du siècle, le pouvoir saoudien, malgré tout ce qu'il doit à la vigueur et à la personnalité exceptionnelles d'Abdel Aziz Ibn Saoud est tributaire de la puissance coloniale qui prend alors la relève de l'empire Ottoman dans la région: la Grande-Bretagne. Même si l'Arabie n'est pas à proprement parler colonisée, à l'exception de certaines de ses côtes (comme Aden), Londres entend y exercer un certain contrôle, en raison de l'importance stratégique qu'elle constitue pour la route des Indes. Il s'agit pour l'Angleterre à la fois d'éviter l'émergence dans la péninsule d'une puissance véritablement indépendante et donc potentiellement dangereuse pour les intérêts britanniques et d'y assurer, autant que possible indirectement, un minimum d'ordre et de stabilité. L'extrême dénuement et la dépendance financière de la famille Saoud servent la première de ces deux préoccupations; l'autorité de son chef est l'instrument de la seconde. C'est pourquoi, après avoir hésité entre la famille hashémite gardienne des lieux saints du Hedjaz (que Londres utilise de 1915 à 1918 dans sa lutte contre les armées turques) et la famille saoudienne du Nedjd, l'Angleterre opte après la guerre pour la plus vigoureuse et la plus docile des deux, la saoudienne, au détriment de la première (à laquelle elle confiera des fonctions compensatrices en Transjordanie et en Irak)³¹.

Mais il n'est alors pas question de pétrole, dont les nappes importantes ne commenceront à être découvertes sur le territoire saoudien que vers la fin des années trente par une compagnie américaine, la Standard Oil of California (Socal). Rapidement, la quasi totalité des concessions accordées par Abdel Aziz iront à quatre compagnies américaines (Socal, Texaco, Standard Oil of New Jersey, devenue Exxon et Mobil) regroupées pour leur exploitation conjointe des gisements saoudiens dans l'Aramco (Arab American Oil Company). Dès lors et plus encore après la Deuxième Guerre mondiale, avec l'affaiblissement des positions britanniques au Proche-Orient, la puissance américaine va prendre le relais dans la région et devenir le principal soutien extérieur du royaume saoudien. À ce changement de protecteur correspond un changement de motivation du côté occidental: l'importance stratégique de l'Arabie Saoudite n'est plus seulement d'ordre géographique mais devient davantage économique. La stabilité intérieure et l'influence américaine ne protègent plus tellement une route, un passage, mais un réservoir dont la dimension et l'exploitation iront croissant à partir de la fin des années cinquante.

Ainsi, de même que la famille Saoud a utilisé la Grande-Bretagne et surtout, dans son état de pauvreté financière, dépendu de cette puissance pour asseoir son autorité et son royaume, de même, c'est avec le concours et sous l'influence des compagnies pétrolières et du gouvernement américains, compte-tenu de l'accroissement de ses propres sources de financement, que va se former et se développer l'appareil étatique saoudien. L'essor relativement récent de ce dernier (deux décennies environ) suit la courbe ascendante de la rente pétrolière: alors que la production du brut saoudien passe de moins de trois millions de barils par jour en 1969 à plus de sept millions en 1973³² (pour atteindre dix millions en 1982³³), les dépenses de développement du royaume, qui totalisent deux milliards et demi de

31. Pour le processus de formation de l'État saoudien en Arabie voir, entre autre, J.G. BENOIST-MECHIN, *Le loup et le léopard, Ibn-Séoud ou la naissance d'un royaume*, Paris, Albin Michel, 1955; H. ST. J.B. PHILBY, *Saudi Arabia*, London, Earnest Benn Limited, 1955; T.E. LAWRENCE, *Les sept piliers de la sagesse*, Paris, Payot, 1963 (11^{ème} éd.); S. MOUSSA, *Songe et mensonge de Lawrence*, Paris, Sindbad, 1973; L. AL-RASHID, *Documents on the History of Saudi-Arabia*, Documentary Publications, Salisbury, N.C., 1976, 3 volumes; G. TROELLER, *The Birth of Saudi Arabia*, London, Frank Cass, 1976; R.F. NYROP and alii, *Area Handbook for Saudi Arabia*, Washington, American University, D.C., 1977 (3^{ème} éd.).

32. E. NAKHLEH, *op. cit.* p. 42.

33. *Le Monde diplomatique*, mai 1982, article cité.

riyals pour l'exercice de 1970-1971, s'élèvent à plus de quatorze milliards en 1973-1974 pour monter l'année suivante, suite à la hausse rapide du prix du brut, au-dessus de vingt-six milliards (dans un budget national total de 94,2 milliards)³⁴. Grâce à cet afflux de ressources financières croissant, le développement de l'appareil étatique saoudien va se faire dans trois directions: doublure bureaucratique des institutions féodales; multiplication de ce que Paul Vieille appelle les « emplois-refuges »³⁵, sortes de prébendes royales déguisées offertes à certaines fractions des récentes classes urbaines; mise en place d'une technocratie agissante, chargée d'assurer le développement de l'infrastructure du pays, dans laquelle se retrouvent de nombreux étrangers, américains notamment, qui y côtoient des cadres et des professionnels saoudiens pour la plupart formés en Occident ou à l'occidentale.³⁶

Ainsi, non seulement l'appareil étatique saoudien, à ses débuts du moins, est dépendant dans son financement et son expansion des plans de production et de la stratégie pétrolière de l'Aramco, mais il se développe avec la participation de l'expertise américaine. À cette participation civile s'ajoutent, au niveau plus nettement politique, les institutions conjointes que les deux gouvernements ont mis sur pied. La « United States – Saudi Arabia Joint Commission » établie le 8 juin 1974 par Kissinger et le prince Fahd organise la coopération saoudo-américaine dans deux domaines cruciaux: l'économie et la sécurité³⁷. La commission économique, co-présidée par nul autre que le secrétaire américain au Trésor a pour fonction principale d'encourager les Saoudiens à acheter et à investir massivement aux États-Unis, et en particulier à se porter acquéreurs d'obligations du gouvernement américain³⁸. De plus, avec quatre groupes de travail sur l'industrialisation, la main-d'œuvre et l'éducation, la science et la technologie, l'agriculture, cette commission est susceptible d'affecter l'ensemble de l'orientation économique et sociale du pays. On a là une structure qui permet ni plus ni moins aux deux gouvernements de gérer conjointement la rente pétrolière. *Mutatis mutandis*, c'est le régime de l'union des biens³⁹. La commission sur la sécurité, quant à elle, ne fait que chapeauter les activités que les militaires et autres agents américains exercent dans le royaume depuis longtemps et qui se sont beaucoup accrues au cours des récentes années⁴⁰.

Ainsi, tant à travers les structures privées, établies notamment par l'Aramco, que par les commissions et les groupes de travail mixtes inter-gouvernementaux, s'est formée une sorte de technocratie saoudo-américaine qui exerce un rôle important à divers niveaux de l'économie et de l'État saoudiens, tout particulièrement dans le domaine pétrolier. Cette technocratie a évidemment des intérêts en commun, qui peuvent se résumer par le maintien des structures qui la portent. Mais ses divers agents, quelle que soit leur nationalité, servent

34. E. NAKHLEH, *op. cit.*, pp. 16-17.

35. P. VIEILLE, article cité, p. 184.

36. E. NAKHLEH, p. 42.

37. *Ibid.* p. 27.

38. *Ibid.* p. 28: En 1974, le secrétaire américain au Trésor, Simon, suggère aux Saoudiens d'acheter pour plus de six milliards de dollars d'obligations du gouvernement américain. Son appel sera entendu: quelques mois plus tard, les Saoudiens en avait déjà acheté pour près de deux milliards. Notons qu'il s'agissait d'obligations à long terme.

39. Allusion au « mariage catholique » que Sheikh Yamani souhaite conclure avec les États-Unis. Voir *Le Monde diplomatique*, mai 1982, article cité.

40. Joe STORK, « Saudi Arabia and the US », *MERIP Reports* no 91, October 1980 p. 28: « In 1978 an estimated 675 US Military personnel and 10 000 civilian defense contractor personnel were working in Saudi Arabia. Subsequent contracts for even more sophisticated weapons systems ensures the continued need for large numbers of US personnel in the Saudi military ».

des centres de pouvoirs distincts, dont les priorités demeurent susceptibles de diverger: côté américain, côté saoudien, compagnies pétrolières. C'est pourquoi l'on peut dire que cette technocratie agit dans le cadre d'un triangle États-Unis – Arabie Saoudite – compagnies, et que son rôle politique consiste justement à éviter que n'éclatent des contradictions irréconciliables entre ses trois pôles, c'est-à-dire à élaborer des politiques ou des schémas acceptables pour tous les trois, donc susceptibles de maintenir la cohésion du triangle. Sans doute, chaque membre de cette technocratie reste formellement responsable de ses actes devant l'instance qui l'a engagé, mais cela n'empêche pas qu'il travaille en réalité pour les trois principaux partenaires de la politique du pétrole saoudien.

Un bon exemple de cette coïncidence d'intérêts nous est fourni par la mission de conciliation qu'entreprend le sous-secrétaire d'État américain John Irwin dans le climat de crise qui entoure les premières vraies négociations entre les compagnies et les pays producteurs en 1971; quand cet avocat de Wall Street, fraîchement nommé sous-secrétaire, est, à l'instigation de son ex-collègue John McCloy, représentant légal des compagnies pétrolières, envoyé par la Maison Blanche pour faire la tournée des principaux pays producteurs du golfe arabo-persique⁴¹, il est difficile de savoir pour qui il travaille: pour le gouvernement ou pour les compagnies. Pour les deux à la fois de toute évidence. Mais, aux yeux de Louis Morano, le sous-secrétaire Irwin agit plutôt pour la cause des pays producteurs, puisqu'à son retour il plaide en faveur de ces derniers et convainc le président Nixon de modifier sa politique en conséquence « sans consulter les compagnies ».⁴² Sans adhérer à l'appréciation un peu ingénue de Morano, on voit bien finalement que la mission sert à trouver un compromis et à éviter l'éclatement du système: les accords conclus le 14 février 1971 à Téhéran entre l'OPEP et les compagnies traduisent le nouveau consensus que la technocratie transnationale est parvenue à faire accepter à ses divers commettants. Consensus qui consolide le triangle en modifiant quelque peu les rapports que ses trois pôles entretiennent les uns avec les autres.

Sans doute, malgré les rééquilibrages intervenus en 1971 puis en 1973-1974 en faveur des pays producteurs, les trois pôles n'ont pas tous la même force, et l'on pourrait être tenté d'affirmer que le pôle saoudien ne fait pas le poids face au tandem États-Unis – compagnies. Mais c'est déjà présupposer que ces dernières se rangent automatiquement du côté du gouvernement de leur pays d'origine. Or non seulement ce n'est pas toujours le cas, mais en outre on sait qu'elles ont été utilisées par Ryiad comme moyen de pression sur le gouvernement américain⁴³. Par ailleurs, les Saoudiens tirent également leur force, d'une part, de la possibilité croissante qu'ils ont de passer des contrats directement avec d'autres pays consommateurs (Europe et Japon notamment) et, d'autre part, de leur poids prépondérant au sein de l'OPEP: grâce à la présence dans le cartel de membres plus radicaux (souvent même « anti-saoudiens »), l'Arabie Saoudite peut toujours laisser planer la menace de ne pas s'opposer à des politiques plus dures préconisées par d'autres pays producteurs ou de s'y opposer plus mollement. Il y a là tout un dosage possible. C'est si vrai que Washington ne craint rien tant qu'un changement de régime à Ryiad. Car la *volonté* de ce dernier de maintenir un système qu'il peut infléchir à son avantage est une condition essentielle de sa continuité.

41. J. STORK, *op. cit.* p. 165.

42. L. MORANO, article cité, p. 463.

43. *Ibid.* p. 13: lors de la crise de 1973-1974, les compagnies ont fait pression sur la Maison Blanche pour qu'elle adopte « a more evenhanded policy » au Proche-Orient. Certaines de ces interventions se sont faites à la demande des Saoudiens.

Nous sommes donc bien dans une relation triangulaire, où la force respective des trois pôles varie selon la conjoncture, dans les limites d'un système accepté et activement soutenu par chacun d'entre eux au prix de certaines concessions: le système capitaliste occidental. En ce sens, la hiérarchie saoudienne est bien « dépendante », mais pas dans l'acception courante du terme sous la plume des théoriciens tiers-mondistes de la dépendance tel qu'ils l'appliquent aux relations centre-périphérie. La classe dirigeante saoudienne, tout « pro-américaine » soit-elle, n'est pas dans une situation comparable à celle des élites de la plupart des pays du tiers monde. Car dans le cadre du jeu qu'elle accepte de jouer, elle peut modifier certaines de ses règles sans briser le système dans lequel elle est insérée, si elle le juge nécessaire à la poursuite de ses visées à elle. Marge de manoeuvre qui lui vient de la dépendance non moins cruciale, à court terme, des compagnies et des pays industrialisés. À court terme (une vingtaine d'années au plus), puisque les uns comme les autres peuvent dans la longue durée modifier leurs politiques énergétiques. Mais la rapidité et le rythme de ces changements, leur profondeur aussi, dépendent à leur tour des stratégies adoptées par les principaux pays producteurs et dans lesquelles l'Arabie Saoudite joue un si grand rôle. Raison pour laquelle, peut-être, elle exerce son influence dans le sens de la modération.

Ce qui paraît certain, au terme de cette première exploration, c'est que les dirigeants saoudiens n'agissent pas par pro-américanisme aveugle, inconditionnel, ni par « amitié » envers quelque pays que ce soit. Aussi l'étude de la politique du pétrole saoudien doit-elle tenir compte des objectifs globaux de la politique étrangère de l'Arabie Saoudite. Car il est clair, et c'est là que la dimension politique de notre démarche prend toute sa signification, que Ryiad entend maximiser sa position de premier exportateur mondial de pétrole dans la poursuite de ces objectifs. Et il ne s'agit pas à cet égard, pour les Saoudiens, de se borner à brandir l'arme du pétrole dans le cadre du conflit israélo-arabe (comme si ce conflit constituait son unique préoccupation de politique étrangère) mais d'assurer à l'Arabie Saoudite une position dominante ou, du moins, de sécurité et d'influence minimales dans un Proche-Orient aussi stable et prévisible que possible. C'est à cette fin que les dirigeants saoudiens usent de leur poids pour maintenir le triangle pétrolier tout en essayant de renforcer la position qu'ils y occupent.